

Refusons cette politique de guerre et d'austérité

L'urgence, c'est la construction d'une contre-attaque de classe !

Sur les ondes de BFM, François Bayrou, mardi 27 mai, a de nouveau sonné le tocsin : « *Tous les mois, on dépense 10 % de plus que ce qui entre dans les caisses. C'est insupportable* », a-t-il lâché. "Je vais demander un effort à tous les Français". Le journal patronal "les Echos" le même jour y va aussi de son alarme: « En chiffres – Le fardeau de la dette française *« presque hors de contrôle »*.

Ni l'un, ni l'autre ne parle des 50 milliards d'€ trouvés pour porter le budget militaire à 100 milliards par an après l'avoir déjà doublé depuis 2017... Rien sur les cadeaux au patronat s'élevant à 200 milliards d'euros en 2024 renouvelés d'année en année par tous les gouvernements... Ni des dépenses de santé augmentant à cause des conditions de travail, cassant la santé des travailleurs... Ni du problème structurel générant le déficit qui est la baisse des cotisations sociales offerte au patronat depuis des décennies. Dans son rapport sur « *la situation et les perspectives des finances publiques* » publié en juillet 2024, la Cour des comptes relevait que les baisses de prélèvements obligatoires avaient coûté 62 milliards d'euros rien que pour l'année 2023! ... On pourrait continuer à faire un inventaire à la Prévert.

François Bayrou annonce que le plan sera présenté "avant le 14 juillet" et mettra à contribution toute la population, afin de parvenir à réduire le déficit du pays de 40 milliards d'euros, ajoutant qu'il ne pouvait pas faire "fuir les mesures du plan" avant sa présentation officielle en juillet. Tout est déjà bouclé ! Le Premier ministre a dit souhaiter que les partenaires sociaux « *puissent s'emparer* » de la question spécifique d'une hausse de la TVA.

Ça suffit ! Nous ne pouvons l'accepter et le *dialogue social* qui va avec mène les travailleurs au désastre social. La seule issue est de se battre pour nos intérêts de classe, pour nos revendications, pour l'augmentation des salaires, l'abrogation de la réforme des retraites, de la réforme de l'assurance chômage et la défense des services publics. C'est par la grève et dans la rue que notre avenir se décidera. Les chauffeurs de taxi ont raison de ne rien lâcher. François Bayrou se moque du monde, interrogé sur les taxis se mobilisant contre la nouvelle convention pour économiser 300 millions d'euros sur les transports sanitaires, il a tenu à montrer qu'il tiendrait bon « *Il n'est pas question de ne pas aller vers cette économie-là* » assurant que la convention s'appliquerait à la date prévue.

Il est urgent de rompre avec la logique du dialogue social et d'avancer un plan de bataille conséquent pour faire face aux nouvelles attaques austéritaires qui s'annoncent. 70% des français disent NON à « *l'effort* » et 66% disent NON à la TVA sociale !

Il est urgent d'organiser la riposte contre les attaques programmées et la course à l'armement sur le dos des travailleurs. Pas d'autre choix que de lutter pour prendre la masse considérable des profits accaparée par le capital, afin de s'approprier les moyens de production et d'échange, afin d'éliminer ce système.

Il est impératif d'exiger la construction d'un plan de bataille pour faire front aux licenciements, les coupes austéritaires et les offensives autoritaires en cours. Il est urgent d'organiser la riposte contre les attaques programmées et la course à l'armement.

« De l'argent pour les salaires, l'éducation et la santé. Pas un sou, pas une vie pour la guerre ».